

Canada–États-Unis – Faits essentiels

Frontière	2
Fentanyl et marchandises illicites	5
Commerce et tarifs.....	8
Secteur de l'automobile.....	14
Énergie.....	16
Uranium et énergie nucléaire	18
Minéraux critiques	19
Défense.....	21
Pêcheries et fruits de mer	29
Foresterie	30
Produits chimiques et plastiques	33
Acier.....	35
Aluminium	35

- Le Canada et les États-Unis partagent la plus longue frontière internationale au monde et une relation entretiennent unique.
- Une coopération et une coordination étroites en matière de gestion de la frontière entre nos deux pays facilitent le commerce et les voyages légitimes, dont environ 400 000 passages à la frontière et près de 2,5 milliards de dollars américains en échanges de biens et de services chaque jour.
- Moins de 1 % du nombre total d'interceptions de personnes traversant les frontières des États-Unis se produisent à la frontière canado-américaine. Une « interception » a lieu lorsqu'une personne est jugée interdite au territoire des États-Unis ou qu'une personne est arrêtée par la patrouille frontalière des États-Unis à l'extérieur d'un point d'entrée officiel (PE).
- Selon les statistiques américaines, en 2023, les États-Unis ont intercepté quelque 2,05 millions de personnes traversant illégalement leurs frontières. Les arrestations le long de la frontière canado-américaine ne représentaient qu'une fraction de ce nombre, soit environ 23 000 personnes – et le Canada a récemment pris des mesures importantes pour réduire davantage ces chiffres.
- Le 17 décembre 2024, le gouvernement du Canada a annoncé le Plan frontalier du Canada, qui vise à renforcer la sécurité frontalière et notre système d'immigration de même qu'à assurer la sécurité des Canadiens. Le Plan est appuyé par un investissement de 1,3 milliard de dollars et repose sur cinq piliers : 1) Détecter et perturber le commerce du fentanyl; 2) Mettre de nouveaux outils importants à la disposition des forces de l'ordre; 3) Améliorer la coordination opérationnelle; 4) Améliorer l'échange de renseignements; 5) Réduire au minimum les volumes inutiles à la frontière.
- Le Plan frontalier du Canada s'appuie sur plusieurs réussites récentes dans la sécurisation de la frontière canado-américaine :
 - Depuis la mise en œuvre du Protocole additionnel de l'Entente sur les tiers pays sûrs en mars 2023, le nombre de demandes d'asile connues de migrants en situation irrégulière au Canada a considérablement diminué : la moyenne de demandes d'asile par jour est passée de 165, avant le mois de mars 2023, à 12 en date de novembre 2024. Le Canada a enregistré environ 40 000 demandes d'asile de migrants en situation irrégulière en 2022, 17 000 en 2023 et un peu plus de 3 500 entre janvier et novembre 2024 (une baisse de 77 p. 100 par rapport à la même période l'année précédente).
 - Le nombre de ressortissants mexicains traversant illégalement la frontière sud du Canada en direction des États-Unis a été réduit de 70 % à la suite de la réimposition partielle de l'obligation de visa aux ressortissants mexicains en février 2024.
 - Plus de 2000 personnes d'origine indienne et d'origine bangladaise se sont vu refuser l'embarquement sur des vols à destination du Canada à la suite d'un examen ciblé de la délivrance de visas, mené depuis mars 2024, visant à repérer les cas de fraude.
 - Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) continue d'examiner et d'étalonner le traitement des visas afin de s'assurer que seuls les véritables visiteurs voient leurs demandes de visa être approuvées. Par suite du contrôle renforcé des visas depuis juin 2024, les passages illégaux vers le sud avaient diminué de 89 p. 100 en date de

novembre 2024, et le taux de refus des nouvelles demandes de visa s'est établi à 63 p. 100.

- En décembre 2023, IRCC a révoqué une politique d'intérêt public temporaire qui devait aider à éliminer un arriéré de demandes de visa de résident temporaire, mais qui faisait l'objet d'une utilisation abusive de la part de demandeurs.
- À l'été 2024, IRCC a recentré ses efforts sur la sélection et le traitement dans le cas des pays à risque élevé.
- À l'automne 2024, les agents d'IRCC ont mené un nombre considérablement plus élevé d'activités pour enquêter sur de possibles fausses déclarations de la part de clients ayant demandé un visa de résident temporaire (augmentations respectives, sur une base annuelle, de 600 p. 100 en septembre 2024 et de 230 p. 100 en octobre 2024).
- En septembre 2024, un laboratoire clandestin de fabrication de drogues à Oshawa, en Ontario, a été démantelé après que le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (CBP) a communiqué à l'ASFC des renseignements sur une presse à comprimés suspecte arrivant au Canada en provenance des États-Unis.
- En octobre 2024, la GRC de la Colombie-Britannique a démantelé l'opération de production clandestine de drogues la plus importante et la plus sophistiquée de l'histoire du Canada, retirant plus de 95 millions de doses potentiellement mortelles de fentanyl de l'approvisionnement illicite. Elle a également confisqué 89 armes à feu et 500 000 \$ en espèces.

Dans le cadre du Plan frontalier du Canada, le Canada a déjà réalisé des progrès tangibles sur un certain nombre de résultats clés, notamment :

- À compter du 23 décembre 2024, des permis de travail et d'études ne seront plus accordés aux personnes qui font des allers-retours à un point d'entrée, éliminant ainsi la pression et le volume inutiles du côté américain de la frontière.
 - L'aller-retour à la frontière se produit lorsque des étrangers qui se trouvent déjà au Canada se rendent aux États-Unis, puis reviennent au Canada dans le but d'obtenir un permis de travail ou d'études à un point d'entrée plus rapidement qu'ils ne le pourraient autrement.
 - Le 31 décembre 2024, la *Loi sur la banque de données concernant les délinquants sexuels à risque élevé (infractions sexuelles visant les enfants)* est entrée en vigueur, ce qui permettra à la GRC d'établir une base de données accessible au public et veiller à ce que les agents frontaliers aient accès aux informations sur les personnes à haut risque qui tentent de voyager.
 - Le 2 janvier 2025, l'ASFC a annoncé son intention de lancer sa première opération de précontrôle en 2025. Le précontrôle soutient la sécurité nationale et la prospérité économique du Canada et des États-Unis en facilitant la circulation sûre et efficace des personnes et des marchandises à la frontière.
 - En date du 6 janvier 2025, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a modifié ses heures de service à 35 points d'entrée terrestres au Canada afin de les harmoniser à celles des États-Unis et d'améliorer la sécurité globale des deux pays.
- Aperçu des demandes d'asile :
 - Le volume de demandes d'asile présentées dans les aéroports a diminué depuis le printemps en raison des changements apportés à la politique et au traitement des visas

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

par IRCC, dont la réimposition partielle de l'obligation de visa pour les ressortissants mexicains le 29 février 2024.

- Dans le budget fédéral de 2024, le gouvernement a annoncé 743,5 millions de dollars sur cinq ans à compter de 2024-2025 et 159,5 millions de dollars en fonds permanents par la suite pour stabiliser le système d'octroi de l'asile du Canada et simplifier davantage le traitement des demandes d'asile. Cet investissement permettra au système de fonctionner de manière plus efficace et efficiente face à l'augmentation des volumes tout en favorisant une intégrité accrue du programme.
- Perturbation des opérations de passage de clandestins :
 - Au cours de la dernière année, le Canada a mené plusieurs opérations liées à la sécurité frontalière qui ont permis d'intercepter des activités illégales, comme la contrebande de drogues, le trafic d'armes à feu et le passage de clandestins.
 - Les autorités canadiennes ont démantelé des réseaux de contrebande, saisi de grandes quantités de drogues et perturbé des activités de trafic d'armes.
 - En juin 2024, la GRC a procédé à plusieurs arrestations relativement à un réseau présumé de passage de clandestins qui a mené plusieurs opérations dans la région de Cornwall, en Ontario, dans le but de faire passer plus de 100 migrants vers les États-Unis.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Fentanyl et marchandises illicites

Fentanyl : Faits essentiels

Données des États-Unis

- Aux États-Unis, pendant l'exercice financier 2024 (d'octobre 2023 à septembre 2024), le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (CBP) n'a saisi que 43 livres de fentanyl dans sa zone frontalière nord (contre 21 900 livres au total à travers les zones frontalières des États-Unis)¹.
- Le Canada adopte une approche fondée sur les catégories pour l'inscription à l'annexe des précurseurs de drogues. Cela signifie que nous inscrivons à l'annexe les substances apparentées en même temps qu'une substance cible, ce qui constitue une approche avancée, car cela permet aux organismes d'application de la loi de prendre des mesures plus énergiques contre l'importation illégale.
- En 2023, le Canada a annoncé l'inscription d'autres précurseurs chimiques du fentanyl en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*²
 - Cela a permis aux organismes d'application de la loi de continuer à agir contre l'importation, la distribution et l'utilisation illégales de ces précurseurs chimiques, dont se servent les producteurs de drogues illégales pour produire illégalement du fentanyl.
- Du 1^{er} janvier au 31 octobre 2024, l'ASFC a saisi plus de 25 600 kg de drogues illégales (entrantes et sortantes). L'ASFC a également intercepté plus de 15 000 kg de cannabis et 547 000 kg de tabac non déclaré, ce qui a permis d'éviter des millions de dollars en évasion fiscale et de faire échec au crime organisé. Sur l'ensemble de nos saisies de drogues illégales, nous avons stoppé :
 - 4,9 kg de fentanyl, soit une augmentation de 775 % par rapport à la même période en 2023
 - 3 955 kg de cocaïne, soit une augmentation de 168 % par rapport à la même période en 2023
 - 37 kg d'héroïne
 - 21 457 kg d'autres drogues, de stupéfiants et de précurseurs chimiques
 - 237 kg d'autres opioïdes (dont l'opium, la méthadone, la morphine et la morphine-base)³.
- Plus de 40 laboratoires clandestins de production de drogue ont été démantelés par la GRC et les services de police locaux depuis 2018.

¹ <https://www.cbp.gov/newsroom/stats/drug-seizure-statistics>

² <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2023/06/le-gouvernement-du-canada-prend-des-mesures-pour-contrer-limportation-et-la-distribution-illegales-de-precurseurs-chimiques-utilises-dans-la-fabric.html>

³ [https://www.canada.ca/fr/agence-services-frontaliers/nouvelles/2024/12/bilan-de-lannee-2024--lasfc-protège-les-canadiens-et-soutient-notre-economie.html#:~:text=Saisi%20plus%20de%202025,la%20base%20de%20morphine\).](https://www.canada.ca/fr/agence-services-frontaliers/nouvelles/2024/12/bilan-de-lannee-2024--lasfc-protège-les-canadiens-et-soutient-notre-economie.html#:~:text=Saisi%20plus%20de%202025,la%20base%20de%20morphine).)

⁴ <https://www.noscommunes.ca/petitions/fr/Petition/Details?Petition=441-02832>

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- Au Canada, de 2016 à 2024, nous avons recensé plus de 47 000 décès attribuables à une intoxication aux opioïdes, dont 21 décès par jour en moyenne en 2024.
- Le Plan frontalier, annoncé le 17 décembre 2024, prévoit un investissement de 1,3 milliard de dollars destiné à renforcer la sécurité à la frontière. Dans le cadre du Plan, le gouvernement prendra les mesures suivantes :
 - renforcer la capacité actuelle et ajouter de nouvelles capacités pour mieux détecter les drogues illégales et d'autres menaces à la frontière;
 - déployer de nouvelles équipes canines pour intercepter les drogues illégales aux points d'entrée;
 - accélérer le processus réglementaire d'interdiction des précurseurs chimiques afin de permettre aux autorités chargées de l'application de la loi et de la protection des frontières d'agir rapidement pour empêcher leur importation et leur utilisation illégales;
 - créer un nouveau Centre canadien de profilage des drogues pour appuyer 2 000 enquêtes par année et accroître la capacité des laboratoires régionaux;
 - lancer une nouvelle unité de gestion des risques liés aux précurseurs chimiques afin d'accroître la surveillance des précurseurs, d'améliorer le contrôle et de permettre aux forces de l'ordre d'intervenir rapidement; et
 - élargir les pouvoirs pour renforcer l'application de la loi afin de lutter contre les drogues illégales et les précurseurs sous le régime de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.
- Le gouvernement du Canada mettra également en place de nouveaux outils d'application de la loi et améliorera la coordination opérationnelle par les moyens suivants :
 - en augmentant la capacité de collecte de renseignements par la GRC et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) afin de mieux connaître les chaînes d'approvisionnement en drogues illégales;
 - en créant des centres régionaux pour coordonner les activités nationales, régionales et locales d'application de la loi contre le crime organisé et les drogues illégales; et
 - en proposant aux États-Unis la création d'une nouvelle force de frappe conjointe nord-américaine pour cibler le crime organisé transnational.

Marchandises illicites : Faits essentiels

- Des marchandises illicites traversent notre frontière depuis les États-Unis et aboutissent au Canada. Nous travaillons régulièrement avec les autorités américaines pour perturber ce mouvement.
- Selon les chiffres publiés dans le bilan d l'année 2024 de l'ASFC, du 1^{er} janvier au 31 octobre 2024, l'ASFC a effectué environ 7 700 saisies d'armes et d'armes à feu aux points d'entrée, ce qui a permis d'éloigner plus de 15 600 armes et 850 armes à feu des rues canadiennes (c'est-à-dire 50 armes à feu de plus qu'à la même période l'année dernière). De ce nombre, 1 274 armes prohibées et 750 armes à feu en provenance des États-Unis ont été saisies.
- Les fonctionnaires fédéraux travaillent en étroite collaboration avec des partenaires aux États-Unis par l'intermédiaire du Forum sur la criminalité transfrontalière (FCTF) et du Groupe de travail sur le passage transfrontalier des armes à feu. Ces forums ont été mis sur pied dans le but de faciliter les actions conjointes en matière d'application de la loi et, dans le cas du Groupe de travail, des actions opérationnelles comme le « Projet Money Penny »,

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

qui a permis de perturber une opération de trafic d'armes à feu, de saisir 173 armes à feu de contrebande et d'effectuer des dizaines d'arrestations, et le « Projet Iceberg », qui vise à contrer l'importation de pièces d'armes à feu au Canada par la poste.

- Depuis 2022, l'Agence des services frontaliers du Canada et la Gendarmerie royale du Canada ont une politique de dépistage à 100 % selon laquelle toutes les armes à feu saisies qui sont considérées comme des armes à feu liées à des actes criminels doivent être envoyées à l'organisme compétent à des fins de dépistage. De 2020 à 2023, le nombre d'armes à feu ayant fait l'objet d'un dépistage au Canada a augmenté de 175 %⁴.
 - En 2023, 100 % des armes à feu saisies par l'ASFC ont fait l'objet d'un dépistage (923), et la grande majorité (79 %) ont été retracées jusqu'aux États-Unis. Cela comprend toutes les armes à feu saisies, et non seulement celles qui sont considérées comme des « armes à feu liées à des actes criminels ». En 2021, l'ASFC a saisi plus de 1 100 armes à feu, soit plus du double de l'année précédente. De janvier à septembre 2024, l'ASFC a saisi 708 armes à feu.⁵
- Depuis 2016, le gouvernement du Canada a investi plus de 1,4 milliard de dollars dans la lutte contre la violence par arme à feu. Entre autres, il a fourni du financement aux provinces et aux territoires pour qu'ils élaborent des initiatives de prévention et d'intervention en matière de violence liée aux armes à feu et aux gangs. Ce financement a notamment permis d'accroître la capacité des organismes d'application de la loi à enquêter sur les crimes commis à l'aide d'armes à feu et à lutter contre la contrebande d'armes à feu à notre frontière. Cela comprend des investissements visant à prévenir le trafic illicite de marchandises à la frontière :
 - 312 millions de dollars sur cinq ans et 41,4 millions de dollars en fonds permanents par la suite dans le Budget de 2021 pour que Sécurité publique Canada, l'ASFC et la GRC mettent en œuvre des lois et luttent contre la contrebande et le trafic d'armes à feu, ce qui inclut des mesures visant à améliorer les services du Programme canadien des armes à feu, à accroître la capacité de dépistage des armes à feu, et à s'attaquer à la contrebande et au trafic d'armes à feu.
 - Ces investissements ont, par exemple, soutenu de nouvelles technologies et initiatives telles que le déploiement de véhicules d'examen mobiles et d'appareils à rayons X portables plus grands pour examiner les expéditions, de même que la mise à niveau des installations de formation spécialisée pour les équipes de chiens détecteurs.

⁴ <https://www.noscommunes.ca/petitions/fr/Petition/Details?Petition=441-02832>

⁵ Données sur les saisies : <https://www.cbsa-asfc.gc.ca/security-securite/seizure-saisie-fra.html>

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Commerce et tarifs

Données des États-Unis

- Chaque jour, environ 365 000 personnes ainsi que des biens et des services d'une valeur de 2,5 milliards de dollars américains traversent la frontière canado-américaine. Cela représente près de 1 billion de dollars américains par an.
- Les entreprises canadiennes emploient 887 900 travailleurs aux États-Unis, et près de 8 millions d'emplois aux États-Unis sont liés au commerce avec le Canada.
- Le Canada représente le plus grand marché d'exportation de 36 États, et l'un des trois premiers marchés en importance pour 46 États.
- En 2023, plus de la moitié des importations de six États américains provenaient du Canada, et le Canada a été le principal fournisseur d'importations de marchandises pour 23 États américains.
 - Cela comprend 92 % des importations du Montana, 69 % de celles du Maine, 67 % de celles du Vermont et 64 % de celles du Dakota du Nord.
- Le Canada est le premier fournisseur d'énergie des États-Unis. L'énergie canadienne alimente l'économie américaine – notre commerce bilatéral de l'énergie a totalisé 153,5 milliards de dollars américains en 2023.
- Le Canada soutient l'industrie manufacturière américaine : environ 70 % des biens canadiens exportés vers les États-Unis sont utilisés dans la production d'autres biens.

Dépendance des États-Unis à l'égard du Canada en tant que marché d'exportation

Données des États-Unis

- Le Canada achète plus de produits américains que la Chine, le Japon, la France et le Royaume-Uni réunis.
- Les États-Unis vendent plus de biens au Canada qu'à tout autre pays. Près de 8 millions d'emplois aux États-Unis reposent sur le commerce avec le Canada.
- Le Canada représente le plus grand marché d'exportation de 36 États, et l'un des trois premiers marchés en importance pour 46 États. 43 États ont exporté des produits d'une valeur de plus de 1 milliard de dollars américains vers le Canada en 2023.
- Le Canada est le meilleur client des États-Unis : il est la première destination des exportations américaines pour plus de la moitié (50 catégories de produits sur 97) de tous les biens produits aux États-Unis.
 - Les véhicules automobiles, la machinerie, les métaux et les minéraux, ainsi que l'agroalimentaire ont représenté plus de 50 % des exportations américaines vers le Canada en 2023.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

- Le Canada achète 73 % des exportations américaines de camions, 11 % des pierres et métaux précieux et 36 % des fruits et légumes.
- L'industrie automobile canado-américaine est l'une des plus intégrées au monde. Il arrive souvent que les pièces d'automobiles traversent plusieurs fois la frontière avant l'assemblage final.
 - En 2023, le Canada a acheté pour plus de 24 milliards de dollars américains de camions, de tracteurs et de remorques aux États-Unis, et 67 % de toutes les exportations américaines de ces produits sont destinées au Canada.
- Le Canada a investi davantage aux États-Unis que l'inverse : en 2023, l'IED américain au Canada s'élevait à 452 milliards de dollars américains, tandis que l'IED canadien aux États-Unis s'élevait à 750 milliards de dollars américains.

Déficit commercial des États-Unis avec le Canada

Données des États-Unis

Points Principaux

- Les États-Unis ont un déficit commercial de biens avec le Canada, lequel s'élevait à 64 milliards de dollars américains en 2023 (selon les données douanières américaines). Cependant, si l'on exclut l'énergie, les États-Unis ont un *excédent* commercial de biens et de services avec le Canada de 52 milliards de dollars américains.
- Le déficit commercial des États-Unis avec le Canada reflète les fortes dépenses des ménages américains et la forte demande d'importations de l'énergie. Cependant, le déficit commercial reste nettement inférieur à celui des États-Unis en 2023 avec le Mexique (152,5 milliards de dollars américains) et la Chine (279,1 milliards de dollars américains).
- Le commerce entre le Canada et les États-Unis rend l'industrie américaine plus forte et plus compétitive à l'échelle mondiale parce que le Canada vend aux États-Unis des produits qu'il transforme en biens de plus grande valeur qu'il exporte à l'étranger. Les États-Unis ne donnent rien gratuitement en faisant du commerce avec le Canada.

Faits essentiels sur les balances commerciales Canada-États-Unis

- En 2023, le déficit commercial de biens des États-Unis avec le Canada était entièrement attribuable aux produits énergétiques. Les États-Unis ont un *excédent* commercial avec le Canada dans les biens hors énergie (29 milliards de dollars américains) et services (32 billions de dollars américains).
- Depuis 2007, les États-Unis enregistrent un excédent dans le commerce de produits manufacturés, lequel s'élevait à 33 milliards de dollars américains en 2023.
- Les déficits commerciaux sont souvent compensés par un excédent d'investissement direct étranger. Le niveau d'investissement du Canada aux États-Unis (671 milliards de dollars américains) a largement dépassé les flux d'investissements américains au Canada (452 milliards de dollars américains) en 2023.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- Le déficit commercial mondial des États-Unis – y compris le déficit avec le Canada – est un phénomène historique déterminé par la structure et la taille des deux économies. Ce déficit commercial s'est creusé depuis la première administration Trump, en grande partie à cause de la forte consommation des ménages américains, de la demande croissante d'énergie, de la faiblesse de l'épargne et des importants déficits budgétaires.
 - L'énergie a été à l'origine d'une grande partie de la croissance de l'excédent commercial du Canada avec les États-Unis après la pandémie, qui a été soutenue par la demande croissante de l'économie américaine en pétrole, en produits pétroliers raffinés et en combustible nucléaire, ainsi que par la hausse des prix des matières premières.
- Les déficits commerciaux ne sont pas une « subvention », mais correspondent plutôt à des relations commerciales hautement intégrées entre deux pays. Lorsqu'ils commercent avec le Canada, les États-Unis ne donnent rien gratuitement; ils achètent et obtiennent volontiers des produits dont ils ont besoin en retour. De ce fait, les Américains qui possèdent ou détiennent des actions dans des entreprises opérant au Canada en tirent des avantages importants.
- Cet échange reflète le choix des consommateurs et des entreprises des deux côtés de la frontière, et non une action gouvernementale.
- Selon les données douanières américaines, en 2023, le déficit commercial de biens des États-Unis avec le Canada s'élevait à 86,8 milliards de dollars canadiens (ou 64,3 milliards de dollars américains). Ce déficit est beaucoup plus petit que son déficit avec le Mexique (152,5 milliards de dollars américains ou 206 milliards de dollars canadiens) et la Chine (279,1 milliards de dollars américains ou environ 376 milliards de dollars canadiens) la même année.
- Alors que les États-Unis produisent et exportent maintenant du pétrole brut à des volumes record, les importations en provenance du Canada permettent aux États-Unis d'exporter davantage de leur propre énergie à des prix plus élevés. **Si l'on exclut la balance commerciale des exportations énergétiques (92,9 milliards de dollars américains)**, en 2023, les États-Unis ont enregistré un excédent commercial avec le Canada en ce qui concerne les biens (28,6 milliards de dollars américains) et les services (31,7 milliards de dollars américains).
 - Les importations d'énergie des États-Unis en provenance du Canada stimulent l'économie américaine en servant les entreprises, l'industrie, les transports et les consommateurs. Ces importations comprennent le pétrole brut, le gaz naturel, les liquides de gaz naturel, les produits pétroliers raffinés, l'électricité et l'uranium qui alimentent les réacteurs américains.
 - Les raffineurs américains dépendent du Canada pour produire les carburants abordables et fiables sur lesquels les consommateurs comptent tous les jours. L'énergie du Canada est plus proche, plus propre et plus pratique que les autres sources d'approvisionnement.
- En 2023, les États-Unis ont enregistré un *excédent commercial* de 33,0 milliards de dollars américains avec le Canada dans le commerce des **produits manufacturés** (Système de

classification des industries de l'Amérique du Nord 31-33) (importations de 274,3 milliards de dollars américains; exportations de 307,3 milliards de dollars américains). Le Canada a importé plus de produits informatiques et électroniques, de machines, de matériel de transport et de boissons qu'il en a exporté vers les États-Unis.

- En ce qui concerne le **commerce des services**, et en particulier les services de voyage et les services gouvernementaux, les États-Unis ont un *excédent commercial* avec le Canada (31,7 milliards de dollars américains ou 42,8 milliards de dollars canadiens en 2023). Les États-Unis ont un déficit commercial de services avec le Mexique s'élevant à 0,722 milliard de dollars américains (0,97 milliard de dollars canadiens en 2023).
- Le Canada n'est qu'un des deux pays ayant un **déficit commercial en matière d'approvisionnement** avec les États-Unis, ce qui signifie que le Canada accorde plus de contrats à des fournisseurs américains que les États-Unis en accordent aux fournisseurs canadiens, à la fois en pourcentage du total des achats du gouvernement fédéral et à raison d'un dollar pour un dollar. On estime que le gouvernement canadien achète 37 milliards de dollars en biens et en services chaque année (selon les données de 2023).
 - Bien qu'il n'y ait pas de données exhaustives disponibles, en 2015, le Bureau de reddition de comptes du gouvernement des États-Unis a estimé que le Canada a octroyé des contrats d'une valeur de 1 milliard de dollars américains à des fournisseurs américains, tandis que les États-Unis ont accordé des contrats d'une valeur de 600 millions de dollars américains à des fournisseurs canadiens.
 - Les possibilités américaines de marché au Canada devraient augmenter à mesure que le Canada retire l'accès à l'approvisionnement fédéral pour les marchandises et les fournisseurs chinois.
 - Remarque : Cela ne reflète que l'approvisionnement fédéral; la grande majorité de la valeur des marchés publics est engagée au niveau infranational.
 - Le déficit commercial en matière d'approvisionnement avec les États-Unis augmentera vraisemblablement avec **l'augmentation prévue des dépenses de défense** du Canada de près de 150 % (passant de 23,5 milliards de dollars en 2016-2017 à 57,8 milliards de dollars en 2029-2030, conformément à l'engagement pris dans la mise à jour de la politique de défense du Canada, *Notre Nord, fort et libre*). Une partie importante de cette augmentation du financement concerne les nouveaux achats qui pourraient provenir des États-Unis. Par exemple, le Canada prévoit actuellement 15 milliards de dollars en acquisitions dans le cadre du Programme de vente de matériel militaire des États-Unis à l'étranger, et environ 26 milliards de dollars aux fins d'acquisition de 88 avions de chasse F35 de Lockheed Martin, un entrepreneur de la défense des États-Unis.
- Le Canada est une importante source d'investissement direct pour les États-Unis. En ce qui concerne les investissements directs étrangers, le Canada a un stock plus important d'investissements directs étrangers aux États-Unis que les États-Unis ont au Canada (selon les données américaines, en 2023, le stock canadien d'investissements directs étrangers aux États-Unis était de 671 milliards de dollars américains, comparativement à 452 milliards de dollars américains en stock américain d'investissements directs étrangers au Canada).

- Les tarifs douaniers des États-Unis n'auront pour seul résultat que nous achèterons moins l'un de l'autre, ce qui profitera probablement à des pays comme la Chine.
- Au cours des dernières années, le Canada a pris des mesures pour mieux s'aligner avec les États-Unis en ce qui a trait à la sécurité économique et au commerce avec la Chine afin de soutenir des chaînes d'approvisionnement protégées qui se renforcent mutuellement.
- Les mesures que nous avons prises à l'égard de la Chine font en sorte que nous achetons plus de produits des États-Unis.
 - Par suite de l'imposition de droits de douane de 100 p. cent sur les véhicules électriques chinois, les véhicules Tesla vendus au Canada qui sont fournis par les États-Unis plutôt que par la Chine atteignent aujourd'hui une valeur de 2,3 milliards de dollars.
 - L'application de tarifs de 25 p. 100 sur l'acier et l'aluminium chinois signifient que les importateurs discutent activement d'approvisionnement avec les producteurs américains pour compenser les 2,2 milliards de dollars en échanges commerciaux annuels avec la Chine qui font maintenant l'objet de droits de douane.
 - Cette tendance sera renforcée par l'annonce de droits de douane supplémentaires sur un demi-milliard de dollars d'importations annuelles de minéraux critiques, de semi-conducteurs et de produits d'énergie solaire provenant de la Chine.
 - Les modifications apportées à notre régime d'approvisionnement fédéral feront en sorte que la Chine n'aura plus accès – tout comme d'autres partenaires avec qui le Canada n'a pas conclu d'ALE – au marché d'approvisionnement annuel du Canada, qui représente 37 milliards de dollars, ce qui créera davantage de débouchés pour les fournisseurs américains.
- Il s'agit de mesures concrètes qui mènent à une augmentation immédiate des exportations américaines vers le Canada. Il ne serait pas dans notre intérêt de mettre en péril ces nouveaux développements.
- Voici d'autres mesures prises par le Canada :
 - Renforcer son système de recours commerciaux afin d'offrir une protection plus solide contre le commerce déloyal. Cela comprend des investissements pour améliorer la capacité d'application de la loi et de nouvelles modifications législatives et réglementaires ayant pour but de renforcer le système, par exemple en établissant un nouveau régime pour lutter contre le contournement des règles et en offrant une souplesse accrue en ce qui concerne l'application de taux de droits de dumping plus élevés en cas de distorsions du marché.
 - Moderniser son régime d'examen des investissements étrangers par l'adoption de mesures législatives qui donneront au gouvernement une plus grande souplesse en vue de contrer les risques pour la sécurité nationale et d'améliorer la collaboration avec les partenaires internationaux. Ces moyens s'appuient sur des politiques ayant pour but de renforcer l'examen des investissements dans des secteurs technologiques de nature délicate ou des secteurs stratégiques et de cibler les investissements faits par des entreprises d'État étrangères ou des

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

investisseurs privés influencés par des États étrangers dans le secteur des minéraux critiques du Canada.

- Le Canada pourrait envisager l'adoption d'autres mesures en 2025 pour faire face aux pratiques commerciales déloyales et rendre plus sûres les chaînes d'approvisionnement essentielles.
- Le Canada a les mêmes préoccupations que les États-Unis concernant les politiques contraires au marché de la Chine, qui ont mené à une concurrence déloyale et à des distorsions du marché mondial qui nuisent à nos travailleurs et à nos entreprises. Le Canada ne présentera pas un risque de débordement ni un vecteur de pratiques commerciales qui pourraient nuire à notre sécurité économique collective.
- Nous devrions discuter de la façon de poursuivre nos progrès pour ce qui est de répondre aux préoccupations communes à l'égard de la Chine et de renforcer les chaînes d'approvisionnement nord-américaines.
- En fin de compte, les États-Unis sont plus forts et plus concurrentiels à l'échelle mondiale grâce à leur partenariat économique avec le Canada. Il est essentiel que les deux pays continuent de travailler ensemble, plutôt que l'un contre l'autre, à mesure qu'ils feront face aux défis et aux risques que posent la Chine et d'autres acteurs malveillants.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Secteur de l'automobile

Secteur intégré de l'automobile

- Les industries automobiles canadienne et américaine sont parmi les plus intégrées au monde. L'an dernier, le commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis dans le secteur de l'automobile a totalisé plus de 160 milliards de dollars canadiens (G\$ CA).
- En 2023, le Canada et les États-Unis ont produit plus de 11 millions de véhicules.
- Les pièces automobiles peuvent traverser la frontière jusqu'à sept fois avant d'être installées dans un véhicule fini.
- La région des Grands Lacs regroupant le Michigan, l'Indiana, l'Illinois, l'Ohio et l'Ontario constitue la plus vaste grappe industrielle du secteur de la fabrication automobile en Amérique du Nord. En 2023, la région a produit 5,8 millions de véhicules.
- En moyenne, les véhicules canadiens contiennent environ 50 % de contenu américain en valeur. Chaque année, le Canada importe des pièces automobiles d'une valeur de plus de 30,3 G\$ CA en provenance des États-Unis (y compris du Michigan, de l'Ohio, de l'Indiana, du Kentucky, de la Virginie-Occidentale et de l'Illinois).
- En 2021, le Canada représentait 4,1 % de l'ensemble du marché américain des pièces automobiles. Le Canada est toutefois un fournisseur de pièces automobiles essentielles qui permettent aux usines de montage américaines de rester ouvertes. Par exemple, les usines de moteurs de Ford basées à Windsor approvisionnent les usines de montage de Ford dans le Kentucky, le Michigan, le Missouri et l'Ohio.
- Ces échanges aident à garder les usines automobiles américaines ouvertes, en soutenant à leur tour les travailleurs américains et les exportations américaines vers le Canada et partout dans le monde.
- Le Canada est également une importante destination d'exportation pour les véhicules assemblés aux États-Unis. Les États-Unis exportent plus de véhicules au Canada que dans tout autre pays.
- L'ACEUM contient des dispositions relatives au commerce de l'automobile, avec des exigences concernant le contenu nord-américain et la main-d'œuvre bien rémunérée. Une intégration plus approfondie dans le secteur de l'automobile est au cœur de l'Accord.
- Nos échanges se traduisent par la prospérité des travailleurs au Canada et aux États-Unis. En effet, le secteur automobile intégré du Canada et des États-Unis soutient près de 1,2 million d'emplois dans les deux pays.
- Les échanges commerciaux Canada-É.-U. dans le secteur automobile sont un moteur qui propulse un ensemble d'industries connexes, allant de l'aluminium aux technologies émergentes.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Contexte canadien

- Au Canada, la fabrication automobile soutient plus de 129 000 emplois directs, a contribué à hauteur de 18,6 G\$ CA au produit intérieur brut du Canada en 2023 et est l'une des plus importantes industries d'exportation du pays. En 2023, le Canada a produit plus de 1,5 million de véhicules.
- Le secteur automobile canadien dépend fortement du commerce avec les États-Unis. En 2023, les échanges commerciaux avec les États-Unis dans ce secteur totalisaient 160,8 G\$ CA (82,0 G\$ CA en exportations et 78,9 G\$ CA en importations).
- Environ 94 % des véhicules produits au Canada sont exportés, dont plus de 97 % sont destinés aux États-Unis. En ce qui concerne les pièces automobiles, 60 % de la production canadienne est exportée, dont plus de 90 % est destinée aux États-Unis.

Contexte américain

- En 2023, le Michigan était la première destination des exportations automobiles canadiennes vers les États-Unis, représentant un peu plus de 50 % du total de ces exportations. Le Michigan est toujours la plus importante source d'importations en provenance des États-Unis pour le secteur.
- Aux États-Unis, la fabrication automobile soutient plus de 1 million d'emplois.
- En 2023, les États-Unis ont produit plus de 10 millions de véhicules dans quatre régions principales :
 - Grands Lacs (Illinois, Indiana, Michigan et Ohio) – plus de 4,2 millions d'unités;
 - Sud-est des États-Unis (Alabama, Géorgie, Kentucky, Mississippi, Caroline du Sud et Tennessee) – plus de 4 millions d'unités;
 - Sud-ouest des États-Unis (Arizona, Californie, Texas) – plus de 1,2 million d'unités;
 - Midwest des États-Unis (Kansas et Missouri) – plus de 760 000 unités.
- D'après les données du U.S. Census Bureau, les échanges économiques entre le Canada et les États-Unis dans le secteur automobile s'élevaient au total à 118,6 milliards de dollars américains (G\$ US) en 2023, avec environ 59,7 G\$ US en exportations et 58,9 G\$ US en importations.

Données américaines

- Le Canada et les États-Unis sont l'un pour l'autre le premier fournisseur étranger d'énergie. Cela assure un approvisionnement fiable, sûr, intégré et abordable en énergie à l'économie nord-américaine.
- Les raffineurs américains dépendent du Canada pour produire les carburants fiables et abordables sur lesquels les consommateurs comptent au quotidien. L'énergie canadienne est plus proche, plus propre et plus pratique que les autres sources d'approvisionnement.
- En 2023, le Canada a fourni plus de 99 % des importations américaines de gaz naturel⁶, 56 % des importations américaines de pétrole brut⁷, 21 % des importations américaines de produits pétroliers raffinés⁸, ainsi que 85 % des importations américaines d'électricité.
- Le Canada fournit aux États-Unis davantage de pétrole brut que le Mexique, l'Arabie saoudite et l'Iraq combinés.⁹
- Environ un quart des intrants des raffineries pétrolières américaines proviennent du Canada¹⁰, ce qui contribue à la création d'emplois et à l'abordabilité énergétique, en particulier dans le Midwest.
 - Illinois : plus de 3 000 emplois directs et 55 000 emplois indirects;
 - Ohio : plus de 2 000 emplois directs et 53 000 emplois indirects;
 - Minnesota : plus de 1 400 emplois directs et 21 500 emplois indirects;
 - Michigan : plus de 450 emplois directs et 18 000 emplois indirects;
 - Wisconsin : plus de 110 emplois directs et 5 900 emplois indirects.
- Il n'existe pas de solution de remplacement au pétrole brut canadien simple et adaptée aux besoins.
 - En ce qui a trait au volume, la capacité de raffinage des États-Unis dépasse largement la production de pétrole en amont du pays.
 - La promesse de Donald Trump d'exploiter les champs de pétrole de schiste américains réduira la dépendance des États-Unis à l'égard des importations de pétrole brut.
 - La production pétrolière américaine consiste principalement de pétrole brut léger et peu sulfureux.
 - L'alimentation d'une raffinerie complexe avec ce pétrole brut léger et peu sulfureux est inefficace et pourrait mettre à l'écart des unités de traitement entières, ce qui entraînerait une baisse de la production globale de

⁶ U.S. EIA, [Natural Gas- U.S. natural gas imports by country](#).

⁷ U.S. EIA, [Petroleum & Other Liquids- U.S. imports by country of origin](#).

⁸ U.S. EIA, [Petroleum & Other Liquids- U.S. imports by country of origin](#). *La quantité de produits pétroliers raffinés est définie comme étant le total des produits moins les liquides de gaz d'hydrocarbures (LGH).*

⁹ U.S. EIA, [Petroleum & Other Liquids- U.S. imports by country of origin](#).

¹⁰ U.S. EIA, [Petroleum & Other Liquids- U.S. imports by country of origin](#) et [Petroleum & Other Liquids- Refinery utilization and capacity](#). *La part des intrants dans les raffineries de pétrole américaines est calculée en divisant les importations brutes du Canada par les intrants bruts dans les unités de distillation de pétrole brut à la pression atmosphérique.*

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

carburants pour les moteurs à réaction et pourrait menacer les activités de la raffinerie à long terme.

Il n'existe également aucun moyen rentable d'acheminer vers le Midwest de grandes quantités comparables de pétrole lourd importé des docks de la côte du golfe du Mexique.

- Le Canada est également l'un des plus grands marchés d'exportation pour le pétrole américain et il importe 2 milliards de pieds cubes de gaz naturel par jour (3 G\$ CA en 2023).¹¹
- Plus de 35 grandes lignes de transmission d'électricité¹² et 70 oléoducs et gazoducs¹³ traversent notre frontière commune, et l'énergie circule dans les deux directions. Cette chaîne d'approvisionnement interdépendante rend l'énergie des deux pays plus sûre, avec un réseau énergétique partagé, flexible et résilient.
- Deux grands projets de transmission transfrontalière sont en cours de construction et devraient entrer en service en 2026; ils fourniront suffisamment d'électricité propre et fiable pour alimenter plus de deux millions de maisons à New York et en Nouvelle-Angleterre.
 - Champlain Hudson Power Express (1 250 mégawatts) et New England Clean Energy Connect (1 200 mégawatts)

Renseignements supplémentaires

- En 2023, le Canada a fourni aux États-Unis environ 60 % de ses importations de pétrole brut¹⁴ (ce qui représente près du quart des intrants quotidiens en pétrole brut dans les raffineries américaines) – soit davantage que les autres pays combinés. Nous avons également fourni environ 99 % des importations de gaz naturel aux États-Unis, 85 % des importations d'énergie électrique et 27 % des importations d'uranium.¹⁵
- En 2023, la valeur du commerce de l'énergie entre le Canada et les États-Unis était de 153,7 G\$ US, le Canada achetant 30 G\$ US de produits énergétiques.¹⁶
- En 2023, le Canada a exporté 4,27 milliards de dollars d'électricité aux États-Unis. Plus de 82 % de la production d'électricité au Canada provient de sources propres telles que l'hydroélectricité, l'énergie nucléaire, l'énergie éolienne et l'énergie solaire, et les exportations d'électricité du Canada contribuent à l'atteinte des objectifs des États et des régions en matière d'énergie propre et de réduction des émissions.¹⁷

¹¹ U.S. EIA, [Petroleum & Other Liquids- U.S. exports by destination](#). *Le Canada a été le quatrième plus grand marché d'exportation de pétrole brut américain en 2023, précédé uniquement des Pays-Bas, de la Chine et de la Corée du Sud.*

¹² Électricité Canada, [États-Unis](#).

¹³ RNCAN, [Foire aux questions \(FAQ\) sur les pipelines de pétrole sous réglementation fédérale au Canada](#).¹⁴ U.S. EIA, [Petroleum & Other Liquids- U.S. imports by country of origin](#).

¹⁴ U.S. EIA, [Petroleum & Other Liquids- U.S. imports by country of origin](#).

¹⁵ U.S. EIA, [Uranium Annual Marketing Report Table 3](#). *Calcul fondé sur les livraisons canadiennes vers les États-Unis par rapport au total des livraisons étrangères vers les États-Unis.*

¹⁶ U.S. Census Bureau, [USA Trade Online](#). *Extrait à l'aide du chapitre 27 du SH.*

¹⁷ U.S. Census Bureau, [USA Trade Online](#). *Extrait à l'aide du code SH 2716000000*. StatCan, [Tableau 25-10-0020-01](#). *Valeur monétaire des importations d'hydroélectricité calculée au moyen du pourcentage de la production canadienne d'hydroélectricité multiplié par la valeur des importations américaines en provenance du Canada.*

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON
CLASSIFIÉ

- En 2023, le Canada a exporté 49,3 térawattheures (TWh) d'électricité aux États-Unis¹⁸ – soit environ 1 % de la consommation d'électricité aux États-Unis, ou l'équivalent de l'alimentation d'environ 6 millions de foyers américains.
- Ces exportations permettent aux ménages, aux entreprises et aux consommateurs américains d'économiser des centaines de millions de dollars chaque année sur leurs factures d'électricité et de créer des emplois de part et d'autre de la frontière.

Uranium et énergie nucléaire

Données américaines

- Les vastes réserves d'uranium à haute teneur du Canada constituent un atout unique parmi les pays du G7.
- Le Canada est le premier fournisseur étranger d'uranium des États-Unis. En 2023, l'uranium en provenance du Canada représentait 25 % de l'uranium acheté par les propriétaires et les exploitants de réacteurs nucléaires civils des États-Unis.
- Les exportations d'uranium du Canada sont principalement acheminées à l'Illinois (57,8 %) et au Nouveau-Mexique (37,8%)¹⁹ pour transformation ultérieure (conversion et enrichissement) – au bout du compte, elles alimentent les réacteurs nucléaires partout aux États-Unis.
- Tout l'uranium est extrait en Saskatchewan. Avant l'exportation, une certaine quantité d'uranium est convertie à l'installation de Port Hope en Ontario, la seule installation de conversion d'uranium au Canada (il est à noter qu'il n'y a que deux stations dans toute l'Amérique du Nord, dont celle de Port Hope).
- Étant donné que 95 % de leurs besoins en uranium sont satisfaits par des sources étrangères, les centrales électriques américaines continueront d'acheter de l'uranium étranger même si des tarifs sont imposés.²⁰ Les principales alternatives américaines à l'uranium canadien sont le Kazakhstan et la Russie.
- Les tarifs inciteraient probablement l'exploitation minière d'uranium aux États-Unis, mais l'augmentation de la production prendrait du temps; en 2022, les États-Unis ne représentaient que 0,2 % de la production mondiale.

¹⁸ U.S. Census Bureau, [USA Trade Online](#). Extrait à l'aide du code SH 2716000000.

¹⁹ U.S. Census Bureau, [USA Trade Online](#). Extrait à l'aide des codes SH 261210 et 284410. Les valeurs varient légèrement par rapport aux données canadiennes figurant dans la Base de données sur le commerce international de marchandises du Canada.

²⁰ U.S. EIA, [Uranium Annual Marketing Report Table 3](#).

Minéraux critiques

Données américaines et canadiennes

- Le Canada et les États-Unis sont l'un pour l'autre le premier partenaire commercial dans le secteur des minéraux, avec près de 150 milliards de dollars canadiens annuellement en échanges bilatéraux dans le secteur des minéraux et de métaux.²¹
- Les minéraux critiques du Canada sont essentiels à la domination nationale et économique des États-Unis. Le Canada produit plus de 60 minéraux et métaux, dont 21 des 50 minéraux énumérés comme étant essentiels par le U.S. Geological Survey.²²
- Le Canada est un important fournisseur de minéraux aux États-Unis et il approvisionne les industries de l'automobile, l'agriculture, de la défense, de l'énergie propre et des technologies de communication.
- Le secteur de la défense des États-Unis est l'un des principaux bénéficiaires de la richesse en ressources et de la capacité de transformation du Canada. Divers minéraux canadiens sont parmi les meilleures sources d'approvisionnement alternatives aux pays non alliés pour les États-Unis.
- Le Canada est le plus important fournisseur de potasse (77 % des importations totales), d'aluminium (52 % des importations), de tellurium (38 % des importations), et de zinc raffiné (62 % des importations).²³
 - L'industrie des États-Unis dépend fortement des minéraux critiques canadiens :²⁴
 - 71 % dépendent de la consommation américaine de **potasse** (secteur agricole et sécurité alimentaire);
 - 50 % dépendent de la consommation américaine de **zinc raffiné** (industrie de l'acier);
 - 32 % dépendent de la consommation américaine de **tellurium** (piles solaires et autres applications dans la fabrication);
 - 26 % dépendent de la consommation américaine de **niobium** (défense);
 - 23 % dépendent de la consommation américaine d'**aluminium** (automobile et transport);
 - 23 % dépendent de la consommation américaine de **nickel** (acier inoxydable et piles au lithium-ion);
 - 27 % dépendent de la consommation américaine d'**uranium** (énergie nucléaire);
 - 13 % dépendent de la consommation américaine de **germanium** (défense), avec potentiel d'en offrir davantage.
- Le Canada est déjà l'un des trois principaux fournisseurs de minéraux pour la production de semi-conducteurs avancés aux États-Unis, ainsi que l'un des trois principaux fournisseurs

²¹ [RNCan avec données de Statistique Canada](#)

²² RNCan et le United States Geological Survey.

²³ U.S. Geological Survey, [Mineral Commodity Summaries 2024](#).

²⁴ U.S. Geological Survey, [Mineral Commodity summaries 2024](#). *Le pourcentage de consommation est égal à la part du Canada dans les importations américaines multipliée par la dépendance nette des États-Unis à l'égard des importations.*

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

de minéraux pour les véhicules électriques et les batteries (nickel, aluminium, graphite). et possède des réserves et des ressources importantes de lithium et d'éléments de terres rares.

- Par l'intermédiaire du Plan d'action conjoint pour la collaboration dans le domaine des minéraux critiques entre le Canada et les États-Unis et d'autres accords, nous bâtissons des chaînes d'approvisionnement nord-américaines en minéraux critiques qui renforcent la diversité du marché, réduisent les risques dans l'ensemble de la chaîne de valeur et protègent la sécurité nationale et les intérêts économiques.
- La collaboration dans le cadre de ces accords a abouti en des actions conjointes en matière de recherche et d'innovation, de modélisation de la chaîne d'approvisionnement et de facilitation de l'industrie.
- Parmi les résultats tangibles, le Canada et le département de la Défense des États-Unis ont annoncé des investissements combinés de plus de 100 millions de dollars américains visant le développement de gisements stratégiques de minéraux critiques au Canada :
 - Cinq entreprises – soit Fortune Minerals Limited, Lomiko Metals, Electra Battery Materials, Nano One Materials et Fireweed Metals – utiliseront ce financement pour faire progresser le développement de chaînes d'approvisionnement nord-américaines en minéraux critiques qui soient résilientes; c'est la première fois que le département de la Défense des États-Unis confie à des entreprises canadiennes des projets sur les minéraux critiques qui sont menés au Canada.
 - Les investissements sont les suivants :
 - Lomiko se voit octroyé 8,2 millions de dollars américains en vertu de la LPA pour son projet d'exploitation de graphite.
 - Fortune Minerals se voit octroyé 6,38 millions de dollars américains en vertu de la LPA pour l'extraction de cobalt et de bismuth et le raffinage des métaux.
 - Electra Battery Materials se voit octroyé 20 millions de dollars américains pour une installation de sulfate de cobalt.
 - Nano One se voit octroyé 12,9 millions de dollars américains pour son usine de matériaux pour piles.

Données canadiennes

- La relation entre le Canada et les États-Unis en matière de défense bilatérale se caractérise par une coopération entre forces militaires exceptionnellement étroite et de longue date dans la défense de l'Amérique du Nord et du monde entier, ainsi que par des bases industrielles hautement intégrées.
- Le personnel des Forces armées canadiennes exerce ses activités aux côtés de l'armée américaine pour appuyer la paix et la sécurité internationales depuis plus de cent ans, y compris durant les deux grandes guerres mondiales, durant la guerre froide, ainsi qu'en Corée, dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Afghanistan.
- Le partenariat entre le Canada et les États-Unis en matière de défense a des racines économiques profondes, avec une base industrielle nord-américaine intégrée servant de source critique de production de matériel de défense depuis la Deuxième Guerre mondiale.
- Les États-Unis sont un fournisseur clé des Forces armées canadiennes et constituent la principale destination d'exportation pour les technologies de défense canadiennes.

Contexte géopolitique

- Le Canada et ses alliés sont confrontés à un défi complexe multigénérationnel. La démocratie, le libre-échange ainsi que les règles et les valeurs sous-jacentes sont de plus en plus contestées par les États autoritaires.
- Parallèlement, le caractère des conflits change alors la technologie évolue rapidement et que les concurrents tentent d'obtenir l'avantage militaire. Dans ce contexte, la coopération en matière de défense entre les États aux vues similaires est essentielle à notre sécurité et à notre prospérité.
- La coopération en matière de défense à l'ère moderne dépasse largement l'interopérabilité et la collaboration opérationnelle. Pour préserver l'avantage militaire et la sécurité nationale, nous devons assurer la résilience de notre infrastructure industrielle de défense.
- Pour ce faire, nous devons réduire notre dépendance envers nos adversaires en ce qui concerne les intrants essentiels de la chaîne d'approvisionnement, comme les minéraux essentiels. Nous devons également stimuler nos propres écosystèmes d'innovation et en assurer la sécurité.
- Le Canada joue un rôle clé dans ce contexte – tant à titre de source fiable d'approvisionnement de nombreux intrants essentiels en matière de défense qu'à titre de contributeur en matière de technologie de pointe aux efforts alliés en vue de développer des capacités militaires avancées.
- Le fait d'accroître notre collaboration dans ces domaines avec les États-Unis et d'autres alliés permettra de renforcer notre capacité collective à rivaliser avec nos adversaires et d'éviter les conflits.

Contribution du Canada

- L'importance de l'Arctique pour la défense nord-américaine a toujours été claire, mais elle est maintenant plus critique que jamais.
- Les Forces armées canadiennes sont des experts dans les opérations nordiques et un chef de file reconnu parmi les alliés du renseignement dans l'Arctique. Le Canada investit activement dans de nouvelles capacités pour s'assurer que nos militaires disposent des outils dont ils ont besoin pour surveiller et défendre notre vaste territoire et nos voies d'approche dans l'Arctique.
- Le Canada possède une industrie de défense et un écosystème de recherche et de développement de classe mondiale, avec une expertise reconnue dans des domaines de recherche militaires à impact élevé, notamment l'informatique quantique, la cryptographie quantique et la détection quantique, les véhicules sous-marins autonomes, les sonars et les capteurs acoustiques et la guerre électronique.²⁵
- Un récent rapport du Comité du renseignement et de la sécurité de la Chambre des communes du Royaume-Uni souligne que le Canada est « en tête de peloton » en matière de cybersécurité.²⁶
- Le Canada a une longue et fière histoire en tant que puissance spatiale, et sa contribution aux capacités spatiales militaires alliées est hautement appréciée. La Défense nationale a alloué plus de 20 milliards de dollars à 10 projets différents qui permettront d'offrir de nouvelles capacités spatiales au cours des prochaines années, qui couvriront la surveillance de l'espace, la surveillance depuis l'espace et les communications.

Défense continentale et Arctique

- Établi officiellement en 1958, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), qui unit le Canada et les États-Unis, est le seul commandement militaire binational de ce genre au monde.
- Environ 1 000 membres du personnel des FAC appuient la mission du NORAD dans toute l'Amérique du Nord. Le Canada fournit des avions de combat et de ravitaillement au NORAD pendant les opérations normales et maintient la partie canadienne du Système d'alerte du Nord ainsi que quatre emplacements avancés pour soutenir le NORAD et d'autres opérations aériennes canadiennes et américaines dans le Nord et dans l'Arctique.
- En juin 2022, la ministre de la Défense nationale a annoncé un plan sur 20 ans doté d'un budget de 38,6 G\$ CA (en comptabilité d'exercice ou 87 G\$ en comptabilité de caisse) visant à moderniser les capacités du NORAD à l'appui des priorités communes du Canada et des États-Unis, afin de renforcer la dissuasion nord-américaine contre les nouvelles menaces pour l'Amérique du Nord.²⁷
- Ces investissements et une grande partie des 73 G\$ CA supplémentaires (en comptabilité d'exercice ou 103,7 G\$ en comptabilité de caisse) annoncés dans *Notre Nord, fort et libre* augmenteront la capacité des Forces armées canadiennes à défendre notre continent commun, en particulier dans l'Arctique. En plus de renforcer la défense intérieure, cela

²⁵ [Home | Techtracker ASPI](#)

²⁶ <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-canada-cybersecurity-five-eyes/>

²⁷ [Fiche d'information : Financement pour la défense continentale et la modernisation du NORAD – Canada.ca](#)

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

permettra de s'assurer que l'Amérique du Nord conserve une base sûre pour promouvoir sa puissance à l'étranger.²⁸

- Les capacités financées qui feront progresser les priorités communes en matière de défense intérieure comprennent :
 - Jusqu'à 88 avions de combat F-35 de cinquième génération, à compter de 2026;²⁹
 - Jusqu'à 16 aéronefs de patrouille maritime P-8A Poseidon spécialisés dans la lutte anti-sous-marin et anti-navire, à compter de 2026;³⁰
 - Onze drones SkyGuardian MQ-9B de longue durée, à compter de 2028;³¹
 - Six navires de patrouille pour l'Arctique et les eaux extracôtières (le dernier a été lancé en décembre 2024) qui aideront à sécuriser les voies d'approches dans le nord du continent;³²
 - Des avions de ravitaillement en vol (trois livrés depuis 2023)³³ et de détection aérienne avancée qui allégeront le fardeau pour les flottes américaines;
 - De nouveaux systèmes de radars arctiques et polaires transhorizon qui amélioreront considérablement la connaissance de la situation de l'espace aérien et des voies d'approches de l'Amérique du Nord;
 - Des capacités de surveillance spatiale et de communication polaire, ainsi qu'une station terrestre dans l'Arctique qui améliorera la capacité de surveillance et de renseignement du Canada et des États-Unis;
 - Un ensemble de capteurs maritimes spécialisés et de véhicules sous-marins sans équipage pour renforcer notre capacité à surveiller les voies d'approche maritimes vers le continent;
 - Des mises à niveau des bases aériennes et l'établissement de nouveaux carrefours de soutien opérationnel du Nord pour améliorer notre agilité opérationnelle dans l'ensemble du vaste territoire de l'Arctique canadien;
 - Plus de 4 milliards de dollars de financement en Science et technologie pour améliorer continuellement nos capacités de défense continentale et s'assurer qu'elles demeurent à la fine pointe de la technologie.
- En septembre 2024, le Canada a publié une demande de renseignements sur la capacité de l'industrie à livrer jusqu'à 12 sous-marins pour détecter et dissuader les menaces maritimes, contrôler nos voies d'approche maritimes et promouvoir notre puissance à l'étranger.³⁴

Approvisionnement et échanges dans le secteur de la défense

Données canadiennes

- Le secteur canadien de la défense est composé de plus de 600 entreprises qui contribuent à hauteur de 9,6 milliards de dollars au PIB et soutiennent environ 81 200 emplois. Le secteur a établi des domaines de force, y compris les véhicules de combat au sol, les

²⁸ [Notre Nord, fort et libre : Une vision renouvelée pour la défense du Canada – Canada.ca](#)

²⁹ [Annonce concernant l'acquisition des F-35 – Canada.ca](#)

³⁰ [Le Canada achète jusqu'à 16 aéronefs multimissions P-8A Poseidon pour l'Aviation royale canadienne – Canada.ca](#)

³¹ [Le Canada fait l'acquisition de systèmes d'aéronefs télépilotés pour les Forces armées canadiennes – Canada.ca](#)

³² [Navires de patrouille extracôtières et de l'Arctique : Marine royale canadienne – Canada.ca](#)

³³ [Le gouvernement du Canada attribue un contrat dans le cadre du projet Avion stratégique de transport et de ravitaillement en vol – Canada.ca](#)

³⁴ [Le gouvernement du Canada annonce des progrès concernant l'acquisition de sous-marins canadiens de patrouille – Canada.ca](#)

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

systèmes et les composants des aéronefs, les activités d'entretien, de réparation et de révision militaires, la construction et la conception navales et les munitions.

- Les bases industrielles de défense du Canada et des États-Unis ont été hautement intégrées depuis la Deuxième Guerre mondiale, lorsque des ententes ont été établies pour fournir des militaires alliés par l'entremise de ce que le premier ministre Mackenzie King a appelé « un plan commun pour la défense économique de l'hémisphère occidental ».³⁵
- Les États-Unis sont un fournisseur clé des Forces armées canadiennes et constituent la principale destination d'exportation pour les technologies de défense canadiennes.
- Plusieurs des plus grands fabricants mondiaux dans le secteur de la défense et de l'aérospatiale exercent leurs activités sans heurts de part et d'autre de notre frontière, et bon nombre des plus grandes entreprises du Canada dans le secteur de la défense sont des filiales de grandes entreprises américaines.

Importations des États-Unis dans le secteur de la défense

- Les entreprises américaines ont été des sources clés pour les récentes acquisitions en défense au Canada, comme les chasseurs F-35 (Lockheed Martin, Pratt & Whitney), les aéronefs de patrouille maritime P-8A (Boeing) et les drones MQ-9B (General Atomics).
- Au cours des deux dernières années (du 1^{er} septembre 2022 au 31 octobre 2024), le ministère de la Défense nationale a octroyé près de 200 contrats à des entreprises américaines, d'une valeur estimée totale de 12,4 G\$ US (17,3 G\$ CA). Le secteur le plus important de l'industrie était l'aérospatiale, avec 47 contrats.³⁶
- Le Canada se classe parmi les 20 principaux clients mondiaux du programme de ventes de matériel militaire américain à l'étranger (ou programme « FMS ») et figure parmi les cinq pays clients les plus importants de l'OTAN.³⁷
 - Depuis 2017, le Canada a triplé la croissance de son portefeuille d'approvisionnement auprès du programme FMS des États-Unis, ce portefeuille atteignant environ 13 G\$ US.
 - En 2023, les acquisitions canadiennes auprès du programme FMS des États-Unis représentaient 71 % de toutes les dépenses majeures prévues en équipement de défense au Canada et 8 % du total des ventes des États-Unis financées par des partenaires étrangers.
- Au cours des deux prochaines années, jusqu'à 68 contrats qui seront attribués à des entreprises américaines pourraient (en attente des résultats des négociations en cours) atteindre une valeur estimée totale de 16 G\$ US (22,5 G\$ CA). Le secteur le plus important de l'industrie est le secteur maritime, avec 25 contrats.³⁸

Exportations vers les États-Unis dans le secteur de la défense

- Les États-Unis sont la principale destination d'exportation pour les technologies de défense canadiennes. En 2022, 63 % des exportations du Canada en défense étaient à destination des États-Unis, avec une valeur totale de plus de 4,4 G\$ CA (comparativement à environ 3,2 G\$ CA en 2020).³⁹

³⁵ [Lipad - 1237235 - Discours à la Chambre des communes tiré de Permalink](#)

³⁶ Données du ministère de la Défense nationale

³⁷ connectesaucanada.com

³⁸ Données du ministère de la Défense nationale

³⁹ [État de l'industrie canadienne de la défense 2024](#)

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- o En vertu de l'*Accord sur le partage de la production de défense*, les entreprises canadiennes du secteur de la défense sont considérées comme des sources d'approvisionnement nationales aux États-Unis.⁴⁰
- o Le département de la Défense des États-Unis achète également des volumes massifs de biens et de services non militaires, par exemple à des fins médicales ou logistiques et dans le secteur de la navigation et de la construction.⁴¹
- o De façon plus générale, le Canada est un important fournisseur de produits minéraux critiques, y compris un des trois principaux fournisseurs de l'industrie des semi-conducteurs aux États-Unis.

Regard sur l'avenir

- Le Canada est sur la bonne voie pour presque tripler les dépenses en défense entre 2014-2015 et 2029-2030 (de 20,1 G\$ à ~ 57,8 G\$) et s'engage à atteindre l'objectif de 2 % de dépenses en défense de l'OTAN le plus rapidement possible. Cela dépendra grandement de la base industrielle nord-américaine.
- La Défense nationale élabore une nouvelle Stratégie de l'industrie de la Défense ainsi qu'une Stratégie de résilience sur la chaîne d'approvisionnement de la Défense, qui permettront toutes deux d'offrir de nouvelles possibilités en vue de renforcer la coopération canado-américaine en matière de défense.
- Les intérêts partagés du Canada et des États-Unis dans le renforcement de la défense nationale et de la sécurité de l'Arctique constituent une occasion importante de renouveler et d'approfondir notre engagement envers l'innovation, la collaboration industrielle et la croissance économique en Amérique du Nord.

⁴⁰ [Au sujet de l'APPD – Corporation commerciale canadienne \(CCC\)](#)

⁴¹ [Maître d'œuvre du département de la Défense des É.-U. – CCC](#)

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Agriculture

Principaux faits à faire valoir auprès d'un public américain

Les statistiques commerciales ci-dessous du Census Bureau des États-Unis portent sur l'ensemble des exportations, des importations et du commerce vers le Canada pour 2023 selon les chiffres de Global Trade Tracker. Les données sont produites en fonction de la définition SH6 de l'OMC pour les produits de l'agriculture (qui comprennent le poisson et les fruits de mer), et les montants sont en dollars américains. Cette approche permet d'assurer une cohérence avec les données que les décideurs américains pourraient connaître.

- Les échanges commerciaux agricoles et agroalimentaires entre le Canada et les États-Unis procurent d'énormes avantages aux deux pays, grâce à des chaînes d'approvisionnement très intégrées qui permettent d'offrir des aliments sains, abordables et de grande qualité à des millions de personnes.
- Le Canada et les États-Unis partagent l'une des plus importantes relations de commerce bilatéral agricole au monde, d'une valeur de 73 milliards de dollars américains en 2023.
- En 2023, les Canadiens ont dépensé en moyenne 825,30 \$ US par personne pour des produits agricoles américains, tandis que les Américains n'ont dépensé que 119,12 \$ US par personne pour des produits agricoles canadiens.
- En 2023, le Canada était le plus important marché d'exportation agricole pour 27 États. Il était également l'un des trois plus importants marchés d'exportation agricole pour 42 États, y compris la Floride, l'Idaho, l'Arizona, le Dakota du nord, l'Ohio, le Michigan, et le Wisconsin.
- Depuis que les échanges commerciaux ont été libéralisés en Amérique du Nord (ALENA, 1994), les exportations agricoles américaines au Canada ont presque quintuplé.
- Le Canada est le principal marché pour un grand nombre de produits américains. Par exemple, en 2023, le Canada était la principale destination pour :
 - 95 % des exportations américaines de tomates fraîches;
 - 91 % des exportations américaines de brocolis pommés, de choux-fleurs, de choux et de choux frisés frais;
 - 89 % des exportations américaines de carottes et de navets frais;
 - 89 % des exportations américaines de melons frais;
 - 85 % des exportations américaines de laitue;
 - 78 % des exportations américaines de céréales préparées (notamment les céréales pour le déjeuner);
 - 76 % des exportations américaines de pâtes alimentaires;
 - 76 % des exportations américaines de bovins vivants.
- De plus, nous sommes essentiels pour les chaînes d'approvisionnement et la compétitivité des États-Unis. L'année dernière, les États-Unis ont importé environ 172 produits qui provenaient uniquement du Canada, pour une valeur de 6,2 milliards de dollars américains.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- Pendant la même période, les États-Unis ont également compté sur le Canada afin d'obtenir 337 produits pour lesquels au moins 80 % de toutes les importations aux États-Unis de ces produits provenaient du Canada, pour une valeur de 16,7 milliards de dollars américains.
- Le Canada est un partenaire important des États-Unis pour la sécurité alimentaire; nos exportations contribuent au fonctionnement plus efficace des chaînes d'approvisionnement américaines et à la vente des produits américains partout dans le monde.
- Les chaînes d'approvisionnement agricoles très intégrées du Canada et des États-Unis profitent aux agriculteurs, aux transformateurs et aux consommateurs en fournissant des produits essentiels à des prix compétitifs, ce qui favorise l'abordabilité, la viabilité et la résilience en matière d'alimentation et assure des normes élevées de salubrité et de qualité des aliments.

Chaînes d'approvisionnement intégrées pour certains produits

- Le Canada est le principal fournisseur des États-Unis pour l'huile de canola, qui est transformée pour servir d'aliment et de carburant aux Américains. Le canola canadien contribue de façon importante à l'atteinte des objectifs stratégiques de développement rural et de sécurité énergétique aux États-Unis. En retour, le Canada est la principale destination des exportations de biocarburants, soit 60 % de toutes les exportations américaines de diesel à base d'éthanol et de biomasse en 2023, pour une valeur de 3,2 milliards de dollars américains.
- En tant que plus grand producteur de potasse au monde et principal fournisseur des États-Unis, le Canada joue un rôle crucial pour soutenir l'agriculture et le rendement des cultures en Amérique du Nord, et donc pour soutenir les exportations agricoles des États-Unis qui contribuent à nourrir le monde.
- En 2023, les États-Unis ont importé du Canada plus de 730 000 bovins qui ont permis aux abattoirs américains de fonctionner à pleine capacité, ce qui a contribué à maintenir des emplois partout aux États-Unis. La même année, les États-Unis ont exporté plus de 285 000 bovins au Canada. Bon nombre de ces animaux ont été envoyés dans des parcs d'engraissements, puis réexportés aux États-Unis pour y être abattus et transformés.
- En 2023, les États-Unis ont importé du Canada plus de 6,7 millions de porcs, principalement des porcelets qui soutiennent les fermes américaines et permettent aux abattoirs de fonctionner à pleine capacité. Des États comme l'Iowa, le Dakota du Sud, l'Illinois, le Michigan et l'Ohio ont pu compter sur plus de 5 millions de porcs canadiens pour maintenir des activités porcines profitables et fournir du porc abordable et de grande qualité aux consommateurs américains. En retour, le Canada est un marché important pour le porc américain, avec des échanges bilatéraux de porc et de produits du porc qui s'élevaient à 2,4 milliards de dollars américains en 2023.

Survol des échanges commerciaux en 2023

- En 2023, les États-Unis ont exporté plus de 32,2 milliards de dollars de produits agroalimentaires vers le Canada, y compris plus de 19,6 milliards de dollars américains d'aliments transformés et de produits à boire fabriqués aux États-Unis. Les principaux produits sont les suivants :

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- o Alcool de grain : 1,7 G\$ US
- o Préparations alimentaires : 1,5 G\$ US
- o Produits de boulangerie-pâtisserie : 1,3 G\$ US
- o Aliments pour chien ou chat : 1,2 G\$ US
- o Maïs : 864 M\$ US
- En 2023, les importations agricoles des États-Unis en provenance du Canada se sont élevées à 40,5 milliards de dollars américains :
 - o Produits de boulangerie-pâtisserie : 5,0 G\$ US
 - o Huile de canola : 4,8 G\$ US
 - o Bœuf et porc : 3,6 G\$ US
 - o Chocolat : 2,0 G\$ US
 - o Frites congelées et autres pommes de terre préparées : 1,7 G\$ US

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Pêcheries et fruits de mer

Données canadiennes

- Les États-Unis étaient le principal fournisseur de poisson et de produits de la mer importés au Canada, avec une part de 31 % de la valeur totale des importations canadiennes de poisson et de produits de la mer (1,41 G\$ sur des importations totales de 4,56 G\$). Les principales espèces importées étaient le saumon (409 M\$), le homard (283 M\$) et le crabe (140 M\$), lesquels représentaient 59 % de la valeur totale du poisson et des produits de la mer importés au Canada depuis les États-Unis.
- Les États-Unis sont le plus grand marché d'exportation du poisson et des produits de la mer canadiens; les exportations s'élevaient à 4,9 milliards de dollars⁴² en 2023, soit 64 % de la valeur totale des exportations de poisson et de produits de la mer du Canada⁴³.
- D'après le U.S. Bureau of Census, le Canada occupait le deuxième rang (en valeur) des fournisseurs de poisson et de produits de la mer des États-Unis en 2023, avec une part de 13,4 % du marché d'importation américain. Le Canada occupait le premier rang au cours des dernières années, mais il a été déclassé en 2023 par le Chili, dont la part était de 13,7 %. Le Canada était suivi de l'Inde (9,8 %), de l'Indonésie (7,7 %), de l'Équateur (6,5 %), du Vietnam (6,3 %) et de la Chine (6,0 %)⁴⁴.
- Les principales espèces exportées du Canada vers les États-Unis étaient le homard (1,58 G\$), le crabe (1,10 G\$) et le saumon (0,97 G\$), lesquels représentaient 75 % de la valeur totale des exportations de poisson et de produits de la mer canadiens aux États-Unis.
- Les principales provinces exportatrices étaient le Nouveau-Brunswick (1,36 G\$), la Nouvelle-Écosse (1,19 G\$) et la Colombie-Britannique (0,75 G\$).

⁴² Toutes les valeurs sont exprimées en dollars canadiens.

⁴³ Toutes les données sur les exportations et les importations canadiennes proviennent du ministère des Pêches et des Océans (2024), EXIM [base de données], Ottawa. Consulté le 12 décembre 2024.

⁴⁴ Les données du U.S. Bureau of Census sont tirées de Global Trade Tracker (2024), GTT [base de données], <https://www.globaltradetracker.com/>. Consulté le 12 décembre 2024.

Foresterie

Données américaines et canadiennes

- Le Canada est la principale source d'importations de produits forestiers des États-Unis, représentant 44 % des importations des États-Unis dans cette catégorie en 2023.
 - Les autres partenaires des États-Unis comprennent la Chine (10 %), le Brésil (7 %), le Mexique (5 %) et l'Allemagne (4 %).
 - La part du Canada dans les importations américaines a diminué de six points de pourcentage (de 50 % à 44 %) depuis 2021.
 - *Source : Département du Commerce des États-Unis, Bureau of Census, par l'intermédiaire de S&P Global Trade Atlas*
- Le Canada est le principal fournisseur de bois d'œuvre résineux aux États-Unis, puisqu'il fournit 80 % des importations américaines de bois d'œuvre résineux. Des droits de douane étendus à toutes les exportations de produits de bois canadiens auraient des répercussions sur les industries américaines qui utilisent des intrants canadiens, telles que la fabrication de pâte à papier et de produits du bois.
 - Les producteurs américains de bois d'œuvre résineux ne fournissent qu'environ 70 % de la consommation intérieure. Les produits forestiers du Canada sont actuellement nécessaires pour combler cette lacune.
- Selon la National Association of Home Builders, les droits de douane sur le bois d'œuvre résineux canadien constituent une taxe pour les constructeurs et les consommateurs américains, ce qui rend le logement moins abordable pour les familles américaines.
- En outre, le bois d'œuvre résineux produit au Canada (épinette, pin et sapin) est généralement celui que préfèrent les constructeurs pour la construction résidentielle et intérieure, alors que celui produit dans le Sud des États-Unis (pin des marais) est préféré pour la construction de terrasses et les utilisations extérieures.
 - *Sources : American International Forest Products; West Fraser; Capital Forest Products; ERA Forest Products Research; analyse du Service canadien des forêts*
- Pour ce qui est du bois d'œuvre résineux en particulier, les États où la valeur des importations canadiennes est la plus élevée sont l'État de Washington (qui reçoit 12 % des importations de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada, en valeur), le Texas (8 %), le Michigan (5 %), le Minnesota (5 %) et la Caroline du Nord (4 %).
 - *Source : Département du Commerce des États-Unis, Bureau of Census, par l'intermédiaire de S&P Global Trade Atlas*
- Au Texas et en Caroline du Nord se trouvent des villes où le marché du logement a été en forte croissance en 2023 et en 2024. Le Texas, tout particulièrement, comptait neuf des dix villes américaines connaissant la croissance la plus rapide en 2023.
 - *Sources : [Données du recensement des États-Unis, par l'intermédiaire de NBC News](#); [The State of the Nation's Housing Report 2024, Joint Center for Housing Studies of Harvard University](#)*
- Washington, le Minnesota et le Michigan sont des États frontaliers qui importent probablement plus de bois d'œuvre qu'ils n'en consomment, car ils sont les destinations

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

principales de nombreuses importations de bois d'œuvre qui sont ensuite expédiées ailleurs aux États-Unis avant d'être consommées.

- De plus, la demande en matière de logements dans l'État de Washington est élevée, et le prix des logements augmente en conséquence. Le prix des logements au Minnesota et au Michigan connaît aussi une augmentation, ce qui est conforme aux tendances observées dans l'ensemble du pays.
 - Sources : [The State of the Nation's Housing Report 2024, Joint Center for Housing Studies of Harvard University Core Logic Home Price Insights; Redfin](#)
- La part du Canada sur le marché américain du bois d'œuvre a diminué au cours des dernières années en raison de la concurrence accrue d'autres pays, de l'augmentation de la production de bois d'œuvre aux États-Unis, des coûts de production élevés au Canada et des droits imposés sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre résineux vers les États-Unis.
 - Sources : *Forest Economic Advisors, ERA Forest Products Research, RBC Marchés des Capitaux, S&P Global Trade Atlas; analyse du Service canadien des forêts*
- La Colombie-Britannique, le Québec, l'Ontario, l'Alberta et le Nouveau-Brunswick sont les provinces du Canada qui produisent le plus de produits forestiers. Par conséquent, elles seraient toutes touchées, dans une certaine mesure, par la prise de mesures commerciales dans ce secteur.
 - À titre d'exemple, la Colombie-Britannique est la plus grande productrice de bois d'œuvre résineux et la principale exportatrice de bois d'œuvre résineux vers les États-Unis. En 2023, la Colombie-Britannique a exporté 64 % de son bois d'œuvre résineux vers les États-Unis, ce qui représente 46 % du total des exportations canadiennes de bois d'œuvre résineux vers les États-Unis et totalise une valeur de 3,4 milliards de dollars canadiens.
 - Au total, 95 % des exportations de produits forestiers vers les États-Unis proviennent de ces cinq provinces.
 - Source : *Statistique Canada, par l'intermédiaire de S&P Global Trade Atlas*
- Les mesures commerciales supplémentaires envisagées par les États-Unis s'ajoutent aux préoccupations existantes, puisque les exportateurs canadiens paient déjà des droits sur les exportations de bois d'œuvre résineux depuis que les États-Unis ont imposé ces droits en 2017. Les taux imposés ont presque doublé en août 2024; ils ont alors atteint 14,40 % et devraient à nouveau doubler en 2025.
 - L'industrie du bois d'œuvre résineux est un élément clé de la chaîne de valeur hautement intégrée du secteur forestier du Canada. Les perturbations dans l'activité des scieries ont une incidence sur les installations de pâtes et papiers, sur la fabrication de granulés de bois et de matériaux de construction de pointe, et sur d'autres secteurs de l'industrie en aval.
 - L'activité des scieries est influencée par la demande des États-Unis; 58 % de la production canadienne de bois d'œuvre a été exportée vers les États-Unis en 2023.
 - Sources : *Affaires mondiales Canada, Statistique Canada, et Statistique Canada par l'intermédiaire de S&P Global Trade Atlas*

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- Les irritants commerciaux actuels (p. ex., les droits de douane imposés par les États-Unis) pourraient avoir des répercussions sur le paysage des investissements en Amérique du Nord, puisque les grandes entreprises forestières canadiennes investissent déjà plus dans leurs activités aux États-Unis que dans leurs activités au Canada afin de réduire les coûts de production et d'avoir une plus grande certitude en matière de réglementation.
 - En 2024, environ 12 % de la capacité totale des scieries aux États-Unis était attribuable à des entreprises canadiennes. En 2023, ce chiffre avait presque doublé.
 - Les quatre plus grandes entreprises canadiennes productrices de bois d'œuvre résineux ont presque doublé leur capacité opérationnelle aux États-Unis depuis 2014 (passant de 21 % en 2014 à 38 % en 2023).
 - Le Service canadien des forêts estime que, depuis 2020, les entreprises canadiennes ont investi près de 2 milliards de dollars canadiens dans leurs activités aux États-Unis, alors qu'elles n'ont investi qu'un cinquième de cette somme dans leurs activités au pays.
 - *Sources : Analyse de RNCAN; rapports annuels des sociétés canadiennes cotées en bourse (par l'intermédiaire de S&P Capital IQ Pro)*

Produits chimiques et plastiques

Contexte canadien

- Le Canada et les États-Unis dépendent grandement l'un de l'autre pour l'approvisionnement en produits chimiques et en matières plastiques.
- L'industrie des produits chimiques a injecté 22,6 milliards de dollars dans le PIB et a employé 93 040 personnes (2023).
- L'industrie des plastiques a injecté 8,3 milliards de dollars dans le PIB et a employé 84 145 personnes (2023).
- La capacité de fabrication de produits chimiques et de plastiques du Canada se trouve :
 - **Ontario** : Sarnia est la vallée de la pétrochimie de l'Ontario, avec une forte concentration d'entreprises pétrochimiques. Elle joue un rôle essentiel dans la distribution régionale des actifs chimiques du Canada. Son empreinte de longue date remonte à la première phase d'industrialisation du Canada, à la fin du 19^e siècle. L'Ontario possède la plus grande part de fabricants de produits chimiques organiques (35,9 %) et de fabricants de produits chimiques inorganiques (30,8 %) au Canada.
 - **Québec** : possède la deuxième plus grande part de fabricants de produits chimiques organiques (22,5 %) et de produits chimiques inorganiques (24,8 %) ainsi que la plus grande part d'emplois dans l'industrie chimique.
 - **Alberta** : la province a la troisième plus grande part de fabricants de produits chimiques organiques (19,7 %) et de fabricants de produits chimiques inorganiques (18,8 %).
- La majorité des exportations canadiennes de produits chimiques et de plastiques sont à destination des États-Unis, et la ventilation des produits échangés est la suivante :
 - 90,8 % – caoutchouc et ouvrages en caoutchouc
 - 48,1 % – engrais
 - 90,56 % – plastiques et ouvrages en ces matières
 - 78,6 % – produits chimiques organiques
 - 63,86 % – produits chimiques inorganiques
 - 83,6 % – produits chimiques variés
- Les États-Unis sont la principale source d'importation canadienne de produits chimiques et de plastiques, selon la ventilation suivante :
 - 46,3 % – caoutchouc et ouvrages en caoutchouc
 - 70,95 % – engrais
 - 68,7 % – plastiques et ouvrages en ces matières
 - 38,97 % – produits chimiques organiques
 - 30,6 % – produits chimiques inorganiques
 - 78,2 % – produits chimiques variés

Contexte américain

- Les États-Unis considèrent le Canada (deuxième derrière le Mexique) comme principal marché d'exportation des produits chimiques et des plastiques qu'il produit, après le Mexique. La ventilation des produits échangés est la suivante :
 - 29,2 % – caoutchouc et ouvrages en caoutchouc
 - 37,8 % – engrais

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- 19,9 % – plastiques et ouvrages en ces matières
- 7,4 % – produits chimiques organiques
- 11,99 % – produits chimiques inorganiques
- 17,3 % – produits chimiques variés
- Les États-Unis comptent également sur le Canada comme deuxième fournisseur en importance de produits chimiques et de plastiques, derrière la Chine. La ventilation des produits échangés est la suivante :
 - 9 % – caoutchouc et ouvrages en caoutchouc
 - 48,2 % – engrais
 - 19,8 % – plastiques et ouvrages en ces matières
 - 5 % – produits chimiques organiques
 - 21,5 % – produits chimiques inorganiques
 - 13,1 % – produits chimiques variés

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

Acier

Le contexte canadien :

- En 2023, l'industrie sidérurgique canadienne employait plus de 23 000 travailleurs et contribuait à hauteur de 4,4 milliards de dollars au PIB national. Elle a produit 12,2 millions de tonnes (Mt) d'acier brut et était la 16^e productrice mondiale d'acier (avec une capacité de production de 16,3 Mt).
- Les trois principales entreprises sidérurgiques du Canada – Stelco, Algoma Steel et ArcelorMittal – représentent 73 % de la capacité totale de production d'acier brut du Canada. Environ 75 % de la capacité de production d'acier est située en Ontario, et 16 % au Québec.
- Chaque année, environ 50 % de la production (brute et finie) est exportée.

Le commerce entre le Canada et les États-Unis :

- Les chaînes d'approvisionnement de l'acier entre le Canada et les États-Unis sont fortement intégrées et lucratives, et la production est concentrée sur des produits de grande valeur. Par exemple, un produit sidérurgique semi-fini utilisé dans la fabrication d'une automobile traverse plusieurs fois la frontière au cours de son traitement et de son affinage.
- En raison du poids considérable des produits, il n'est pas pratique d'expédier l'acier à l'étranger et à travers les océans. Ainsi, les entreprises canadiennes ne cherchent pas activement à diversifier leurs exportations au-delà du marché américain.
- En 2023, 6,3 Mt d'acier canadien – soit 50 % de la production brute annuelle – ont été expédiées aux États-Unis, ce qui représente 90 % des exportations canadiennes d'acier et 24 % des importations américaines d'acier.
- À la même période, 3,9 Mt d'acier américain – soit 5 % de la production brute annuelle (81 Mt) – ont été expédiées au Canada, ce qui représente 47 % de toutes les exportations d'acier américain et 45 % des importations d'acier canadien.

Aluminium

Le contexte canadien :

- En 2023, l'industrie canadienne de l'aluminium employait plus de 11 468 travailleurs et contribuait à hauteur de 4,4 milliards de dollars au PIB national. Elle a produit 3,3 millions de tonnes (Mt) d'aluminium primaire (non ouvré) et était la quatrième plus grande productrice d'acier au monde.
- Les trois principales entreprises canadiennes de production d'aluminium primaire – Rio Tinto Aluminum (RTA), Aluminerie Alouette et Alcoa – représentent la quasi-totalité de la production canadienne d'aluminium. La quasi-totalité de la capacité est située au Québec, avec une installation de RTA située à Kitimat, en Colombie-Britannique.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED | NON

CLASSIFIÉ

- Chaque année, environ 87 % de la production (primaire) est exportée.

Le commerce entre le Canada et les États-Unis :

- Comme pour l'acier, les chaînes d'approvisionnement en aluminium entre le Canada et les États-Unis sont fortement intégrées et les entreprises canadiennes ne cherchent pas activement à diversifier leurs exportations au-delà du marché américain. Contrairement à l'acier, le marché américain est très dépendant des exportations d'aluminium canadien. En revanche, le Canada importe de très petites quantités d'aluminium chaque année (144 197 tonnes en 2023).
- En 2023, 2,7 Mt d'aluminium primaire canadien – 82 % de la production annuelle – ont été expédiées aux États-Unis, ce qui représente 93 % des exportations canadiennes d'aluminium et 69 % des importations américaines d'aluminium.
- Inversement, 104 442 tonnes d'aluminium primaire américain – 13 % de la production annuelle (786 000 tonnes) – ont été expédiées au Canada, ce qui représente 16 % de toutes les exportations américaines d'aluminium et 72 % des importations canadiennes d'aluminium.